

France/Tuerie à la préfecture de police de Paris jeudi

Les motivations de l'assaillant au cœur de l'enquête

AFP
Paris/France

Son épouse, placée en garde à vue, a notamment décrit chez lui un "comportement inhabituel et agité".

COUP de folie ? Attaque jihadiste ? Les enquêteurs cherchaient hier à comprendre pourquoi un informaticien de la préfecture de police de Paris a tué à coups de couteau quatre fonctionnaires avant d'être abattu, une attaque inédite qui a frappé le cœur d'une institution policière en crise.

L'épouse de l'assaillant, dont la garde à vue a été prolongée hier, a évoqué devant les enquêteurs le "comportement inhabituel et agité" de son mari, Michaël H., la veille de son passage à l'acte, selon une source proche du dossier. Cet homme de 45 ans né en Martinique, aux Antilles françaises, a semé la mort jeudi au sein de la préfecture de police, située dans le centre historique de la capitale française, près de la cathédrale Notre-Dame, et qui regroupe plusieurs grandes directions de la police parisienne.

Les perquisitions menées au domicile du couple à Gonesse, en région parisienne, n'ont pas révélé d'éléments accréditant l'hypothèse d'une radicalisation de l'assaillant, converti à l'islam depuis 18 mois et en poste depuis 2003 à la préfecture de police, où il était affecté à la direction du renseignement, a précisé cette source.

Le matériel informatique saisi était en cours d'examen hier.

"Notre lucidité de policier nous amène à n'exclure strictement aucune hypothèse", a déclaré Didier Lallement, le préfet de police de Paris, devant les



Le préfecture de police de Paris, théâtre jeudi d'une attaque sanglante inédite.

médias.

Le parquet national antiterroriste continue de suivre le dossier de très près même si l'enquête ouverte par le parquet de Paris n'a pour l'heure pas retenu de qualification terroriste.

L'hypothèse jihadiste n'est "évidemment pas écartée", a commenté la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye sur Franceinfo, tout en mettant en garde contre les "fake news".

"Ce n'est pas parce qu'on est musulman qu'on est terroriste. Donc le fait qu'on se convertisse à l'islam n'est pas un signe automatique de radicalisation", a-t-elle insisté.

Si le mobile de l'assaillant reste indéterminé, les forces de l'ordre figurent parmi les objectifs récur-

rents des organisations jihadistes, dont le groupe Etat islamique (EI), alors que la France est en proie depuis 2015 à une vague d'attentats islamistes sans précédent qui a fait 251 morts.

Hier, devant la préfecture de police, les agents étaient visiblement marqués, tête baissée et visage fermé. "On est très secoués, on ne s'attendait pas à ça ici", lâche un fonctionnaire qui travaille avec une femme blessée dans l'attaque.

"UN CERTAIN COMPLEXE" • Muni d'un couteau de cuisine, Michaël H. a d'abord tué deux policiers et un agent administratif, dans deux bureaux au premier étage du bâtiment, selon une source proche de l'enquête.

Il s'en est ensuite pris, dans un escalier, à deux femmes

: une policière et une employée à la direction du personnel. La première a été mortellement blessée, la seconde conduite à l'hôpital.

Michaël H. est ensuite descendu dans la cour, où il a été abattu. Un autre fonctionnaire a été blessé.

Interrogé par l'AFP, un proche de Michaël H. a fait part de son "incompréhension" après l'acte meurtrier commis par son ami avec qui il fréquentait la mosquée de Gonesse.

"Il m'a parlé de son manque d'évolution professionnelle, lié à son handicap, il avait un certain complexe", a affirmé cet homme prénommé Adelaiz, secrétaire adjoint de l'association musulmane de Gonesse.

La direction du renseignement, à laquelle l'as-

saillant était rattaché, est l'héritière des ex-renseignements généraux de la préfecture de Paris. Compétente sur la capitale et sa proche banlieue, elle a notamment pour mission le recueil du renseignement sur la radicalisation jihadiste.

L'attaque est survenue au lendemain d'une manifestation de milliers de policiers à Paris pour une "marche de la colère".

Cette mobilisation était motivée par une surcharge de travail et de tensions liées au mouvement social des "gilets jaunes", entrés en fronde contre la politique sociale et fiscale du gouvernement depuis près d'un an, et un bond des suicides au sein de la police - 52 depuis janvier -, un mal endémique dans l'institution.

L'Afrique en bref

Nigeria/Enlèvement. Demande de rançon après le rapt de six lycéennes

Les ravisseurs de six lycéennes et deux enseignants dans un pensionnat du nord du Nigeria ont réclamé une rançon pour leur libération, a annoncé hier à la presse le gouverneur de l'Etat de Kaduna, Nasir Ahmad El-Rufai.

• **RD Congo/Inondations. Trois morts à Kinshasa**

Trois personnes sont mortes hier après les pluies diluviennes qui se sont abattues dans la nuit sur Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, où plusieurs quartiers ont été inondés, a-t-on appris auprès de la police nationale congolaise.

• **Tunisie/Politique. Législatives imprévisibles ce dimanche**

Sept millions d'électeurs tunisiens retournent aux urnes ce dimanche afin d'élire un Parlement à la composition imprévisible, trois semaines après avoir sanctionné la classe politique au pouvoir lors du premier tour de la présidentielle.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique. Trump, provocateur, appelle la Chine à enquêter sur Biden**



Visé par une procédure explosive de destitution, Donald Trump a redoublé d'invectives jeudi contre l'opposition démocrate, franchissant un nouveau cap dans la provocation en suggérant ouvertement que la Chine enquête sur son rival démocrate Joe Biden.

• **Irak/Politique. Tirs contre des dizaines de manifestants à Bagdad**

Les forces de sécurité irakiennes ont tiré hier sur des dizaines de manifestants dans le centre de Bagdad, au 4e jour d'un mouvement de contestation qui a fait 33 morts à travers le pays, selon des journalistes de l'AFP.

• **Kosovo/Législatives. L'opposition veut envoyer les "commandants" à la retraite**

L'opposition entend leur désigner la sortie : les anciens chefs guérilleros jouent gros ce dimanche lors des législatives au Kosovo qu'ils dirigent depuis la déclaration d'indépendance en 2008.

Côte d'Ivoire/Politique

"Risques d'explosion" à la présidentielle de 2020

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

LA présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire présente des risques "d'explosion de violences", estime un rapport publié cette semaine par une ONG américaine, près de dix ans après la crise post-électorale qui avait 3 000 morts en 2010-2011.

Dans son rapport de 28 pages, le centre de prévention des génocides, qui fait partie du musée de l'Holocauste à Washington, estime que "des événements déclencheurs pourraient se produire d'ici un à deux

ans, avant, pendant ou après les élections prévues pour l'automne 2020" et conduire à une "explosion de violences".

"Parmi les risques d'explosion potentiels, on compte l'investiture de membres de la Commission électorale indépendante (CEI), l'impression que des partisans influents sont ciblés à des fins de poursuites judiciaires, une mauvaise gestion du retour de l'ancien président Laurent Gbagbo suite au procès à la Cour pénale internationale de La Haye, et l'annonce des résultats électoraux".

"La rupture d'anciennes alliances politiques, les di-

visions partisans entre forces armées, la perception par les partis d'opposition politique que le parti au pouvoir abuse de son autorité, un accès généralisé aux armes, et des allégations dangereuses dans le discours politique et public", sont aussi énumérés dans le rapport.

"Quel que soit le scénario, nous estimons que les violences ne commenceraient pas au niveau de la direction des partis (...) Elles seraient plutôt déclenchées par des manifestations, qui pourraient dégénérer en émeutes, avec l'arrivée de groupes de jeunes affiliés aux partis (et pouvant

éventuellement se procurer des armes), de milices communales, de compagnies de sécurité privées, de groupes d'ex-combattants, et de l'armée", poursuit le rapport.

Lundi, Ibrahim Coulibaly-Kuibiert, un magistrat, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel ivoirien, a été élu président de la nouvelle CEI qui devra organiser la présidentielle de 2020 alors que l'opposition continue à protester contre ce nouvel organisme.

"Même après la nomination des membres, il reste que la CEI ne fait l'unanimité. Or pour une commission il faut

qu'elle jouisse d'une légitimité pour que les élections puissent être vues comme transparentes. Même si elle fait un travail excellent, il y a un discrédit qui sera jeté sur les résultats", a expliqué à l'AFP, Arsène Brice Bado, l'un des rédacteurs du rapport.

La crédibilité de la CEI est cruciale en vue de la présidentielle de 2020 qui s'annonce tendue, dix ans après la crise post-électorale ivoirienne, qui s'était soldée par plus de 3 000 morts après le refus du président Gbagbo d'admettre sa défaite face à l'actuel chef d'Etat, Alassane Ouattara.